

L'Albanie en marche vers l'adhésion à l'UE : tenir l'exigence avec l'élan

• Résumé

L'Albanie s'est imposée comme l'un des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne qui progresse le plus rapidement, ayant ouvert tous les chapitres de négociation et visant àachever les discussions d'ici à 2027. Ses progrès sont dus à un alignement géopolitique fort, à un large soutien de la population albanaise et à l'engagement actif du premier ministre, Edi Rama, auprès de ses homologues européens. Ces progrès spectaculaires ne doivent pas masquer des défis encore importants à relever par l'Albanie. Un pluralisme politique limité et une implication modeste de la société civile, du secteur privé et des collectivités locales dans le processus d'adhésion soulèvent des inquiétudes quant à la durabilité et à l'appropriation profonde des réformes engagées. Des réformes dans les domaines-clés tels que la réglementa-

tation des médias, la justice, la protection de l'environnement et les marchés publics sont toujours en suspens. Au regard de la dynamique politique et de la trajectoire des réformes à l'œuvre en Albanie, une diligence européenne raisonnable du processus reste indispensable pour lui donner son rôle transformateur du pays. Pour garantir des progrès crédibles, une appropriation nationale plus forte et une évaluation des réformes plus rigoureuse et sincère de la part de l'UE sont nécessaires au moment où l'Albanie entre dans une phase décisive de son adhésion.

• Introduction¹

Après avoir connu un regain d'élan à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le processus d'élargissement, trois ans plus tard, est soumis à de fortes tensions dans

ÉLARGISSEMENT
& GRANDE
EUROPE

DÉCRYPTAGE
JANVIER 2026

© Marco De Hevia
Alexey Lartsov on Unsplash



¹ Cette note, originellement publiée en anglais par l'Institut Clingendael, présente les principales conclusions d'une mission menée à Tirana du 5 au 7 octobre 2025 par des experts de quatre think tanks européens : l'Institut Clingendael, Carnegie Europe, DGAP (Conseil allemand des relations étrangères) et l'Institut Jacques Delors. La mission était organisée par l'Institut Jacques Delors.

la plupart des pays candidats d'Europe du Sud-Est. L'Albanie et le Monténégro font exception à cette règle. L'Albanie, en particulier, progresse à un rythme sans précédent dans le processus d'adhésion, ayant ouvert les six volets de négociation en un peu plus d'un an. Toutefois, afin de poursuivre les discussions à plein régime, Tirana doit d'abord satisfaire aux critères dits « intermédiaires » (*Interim benchmarks*) dans le cadre du volet « fondamentaux », condition préalable à la clôture des premiers chapitres de négociation. L'objectif de le faire au tournant de l'année 2025/2026 exige un engagement politique sérieux ainsi que la société entière. La Commission européenne considère que l'objectif global de l'Albanie de conclure les négociations d'adhésion d'ici à la fin 2027 est ambitieux mais « en bonne voie », si le pays maintient son élan réformateur et favorise un « dialogue politique inclusif ».²

Le premier ministre Edi Rama, lui-même artiste de formation, aspire à faire de son pays un « chef-d'œuvre » modèle de l'intégration européenne. Cependant, contrairement à la création artistique individuelle, l'adhésion à l'UE nécessite un effort global de l'ensemble de la société, ce qui est difficile à réaliser dans un système hautement centralisé.

Cette note décrypte la dynamique politique et la trajectoire de réforme de l'Albanie, évalue l'état actuel du processus d'adhésion du pays à l'UE et identifie les obstacles politiques et techniques majeurs à la mise en œuvre des réformes.

I. Un dynamisme sans précédent dans le processus d'adhésion

À première vue, les progrès récents de l'Albanie sur la voie de l'intégration à l'UE peuvent être qualifiés de réussite. Le pays est l'un des rares neuf candidats actuels à bénéficier à la fois d'une forte impulsion gouvernementale et d'un large soutien public en faveur de l'adhésion à l'UE. Conscients d'un lourd passé communiste totalitaire et de la lenteur de la transition démocratique qui a suivi, le gouvernement et la société alba-

naise perçoivent une occasion unique de faire entrer le pays dans l'UE, en profitant de la bonne volonté de l'Union et de la dynamique géopolitique actuelles.

Le solide ancrage de l'Albanie dans le camp géopolitique occidental joue en sa faveur : le pays est membre de l'OTAN depuis 2009. Il aligne pleinement ses positions en matière de politique étrangère et de sécurité sur celles de l'UE, y compris en ce qui concerne les sanctions contre la Russie. L'Albanie accueillera le sommet de l'OTAN en 2027, après avoir déjà organisé le sommet UE-Balkans occidentaux en 2022 et la réunion de la Communauté politique européenne (CPE) en mai 2025. De plus, le pays n'est actuellement confronté à aucun problème régional ou de voisinage majeur du type de ceux qui ont entravé d'autres candidats des Balkans occidentaux.

Le premier ministre, Edi Rama, joue un rôle décisif dans cette dynamique. Il a habilement cultivé des relations avec les principaux dirigeants de l'UE au sein des institutions européennes et des États membres. S'appuyant sur ses relations personnelles avec des personnalités telles qu'« Emmanuel » (Macron), « Giorgia » (Meloni) et « Ursula » (Von der Leyen), il investit la quasi-totalité de son capital politique dans la promotion de l'adhésion de l'Albanie, qu'il considère désormais comme à nouveau réalisable – un changement notable par rapport à son ton sceptique avant le début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine en 2022. Sa confiance renouvelée dans l'adhésion de l'Albanie est convaincante mais pourrait s'avérer fragile car elle n'a pas encore été mise à l'épreuve par d'éventuels revers.

Tirana vise àachever ses négociations d'adhésion d'ici à la fin 2027 pour entrer dans l'Union en 2030. A présent, le pays a ouvert tous les volets de négociation. Tirana cherche maintenant à obtenir un rapport d'évaluation intermédiaire (*Interim Benchmark Assessment Report - IBAR* - sur les deux chapitres couvrant les fondamentaux (23 - pouvoir judiciaire et droits fondamentaux et 24 - justice, liberté et sécurité) qui soit positif. Cette étape ouvrirait en effet la voie à la clôture des

² Service européen pour l'action extérieure, « [Le paquet élargissement montre les progrès accomplis vers l'adhésion à l'UE pour les principaux partenaires de l'élargissement](#) », 4 novembre 2025.

premiers chapitres de négociation. Ce sera aussi le premier test de la capacité réelle du gouvernement à respecter plusieurs critères de référence et à commencer à mettre en œuvre des réformes sectorielles.

En même temps, l'entrée de l'Albanie dans la sphère publique européenne au sens large progresse lentement à travers l'essor du tourisme, le sport et la culture populaire, favorisant un essor des relations entre les Albanais et le reste de l'Europe. Le nombre de touristes visitant l'Albanie a plus que doublé au cours des dernières années, atteignant un record de 11,7 millions en 2024.³ Des vols remplis de touristes néerlandais atterrissent désormais à Tirana, après avoir découvert la beauté du pays dans la célèbre émission de télévision « *Wie is de Mol ?* » ou avoir été inspirés par les expériences de voyage de leurs proches.⁴ En bref, l'Albanie commence à pénétrer progressivement dans l'imaginaire public de l'Europe occidentale. Cela ne s'est pas encore traduit par un soutien global de l'opinion publique européenne. Selon le dernier Eurobaromètre, 45 % des citoyens européens soutiennent désormais l'adhésion du pays à l'UE une fois que celui-ci aura rempli les critères nécessaires, contre 44 % qui s'y opposent.⁵ Alors que le soutien aux forces politiques d'extrême droite et sceptiques à l'égard de l'élargissement continue de se répandre à travers l'Europe, un appui public et politique envers l'UE ne peut être considéré comme acquis.⁶ Il devient donc stratégiquement impératif pour l'Albanie de présenter des arguments clairs en faveur de son adhésion à l'UE dans les prochaines années.

II • Inclusion politique et de la société

L'engagement et l'agenda ambitieux de l'Albanie pour l'adhésion sont largement salués tant par les diplomates étrangers que par les acteurs locaux. Cependant, les avis divergent considérablement quant à la profondeur et la durabilité de la transformation démocratique, l'inclusivité du processus et la sincérité des acteurs politiques.

Derrière toutes les réussites se cache une lecture plus critique de la dynamique des réformes et des performances démocratiques. Le système politique albanais peut difficilement être qualifié de compétitif. Le Parti socialiste (PS) du premier ministre Rama contrôle le pays sans contestation, détenant à la fois le pouvoir exécutif, une confortable majorité au Parlement (83 sièges sur 140) et 57 des 61 administrations municipales. Au pouvoir depuis douze ans, le PS ne rencontre qu'une opposition fragmentée et affaiblie. Le Parti démocratique (PD) de Sali Berisha, autrefois principal rival, est aujourd'hui largement considéré comme divisé, replié sur lui-même et manquant de crédibilité. Sa récente campagne électorale s'est fortement appuyée sur une rhétorique populiste. Berisha fait l'objet de sanctions américaines pour « corruption grave ».

Au-delà des lacunes de l'opposition, le PS au pouvoir a cherché à consolider son pouvoir par des pratiques contraires aux normes européennes ou à l'esprit de l'intégration. Selon l'OSCE/BIDDH, les élections législatives de mai 2025 ont été entachées par des conditions de compétition insuffisantes, des pressions sur les électeurs et des cas d'utilisation abusive des ressources publiques.⁷ Plus récemment, le gouvernement a décidé de fusionner les commissions parlementaires des affaires étrangères et des affaires européennes, transférant ainsi *de facto* la direction du processus d'intégration européenne de l'opposition au PS au pouvoir.

³ Politico, « *Jale en Albanie : un joyau caché du tourisme* », consulté en novembre 2025.

⁴ AVROTROS, *Wie is de Mol?*, « *L'Albanie était la destination secrète de la saison 22* », consulté en novembre 2025.

⁵ Il est important de noter qu'il existe de nombreuses différences entre les États membres. 74 % des Suédois soutiennent l'adhésion de l'Albanie à l'UE, contre seulement 29 % des Tchèques. Pour toutes les données sur le soutien public dans les États membres de l'UE, voir : *Rapport Eurobaromètre 2025 : Attitudes envers l'élargissement de l'UE*, p. 39.

⁶ DW, « *Les partis d'extrême droite en plein essor en Europe* », consulté en novembre 2025.

⁷ OSCE ODIHR, *rapport final*, 23 octobre 2025

L'adhésion à l'UE est devenue une entreprise presque entièrement menée par le gouvernement.

Le pluralisme politique limité de l'Albanie exige du gouvernement d'Edi Rama à faire preuve d'une plus grande retenue que celle dont il fait preuve actuellement, même si la situation politique du pays ne peut être imputée uniquement au PS. Les manifestations de l'opposition en décembre 2025 montrent un paysage politique clivé et tendu. Pour l'UE, cette question soulève un problème essentiel : l'adhésion à l'UE sert-elle de moyen pour parvenir à une transformation politique profonde ou comme un simple alignement institutionnel ?

L'administration centrale albanaise est très mobilisée, ce qui reflète une confiance nouvelle dans la crédibilité du processus d'adhésion. Cependant, les contraintes en matière de ressources humaines sont préoccupantes, d'autant plus que la charge de travail liée à la transposition de la législation européenne est considérable : plus de 500 lois et décrets doivent être adoptés et mis en œuvre au cours des deux prochaines années. Comme dans d'autres pays candidats, le manque d'expertise et de compétences techniques, associé à un taux de rotation excessif, risque de ralentir le processus d'adhésion.

Au niveau local, la situation est tout aussi difficile. Alors qu'une grande partie de l'acquis communautaire a une incidence directe locale, les municipalités font état d'un manque d'appropriation du processus. La dernière évaluation de la Commission européenne souligne, entre autres, la nécessité pour l'Albanie de « renforcer les capacités des collectivités locales », citant « un besoin urgent d'augmenter leurs recettes propres ». La Commission mentionne aussi des progrès limités en matière de décentralisation, malgré quelques évolutions positives.⁸

La société civile albanaise n'est également que partiellement impliquée. Alors que le secteur des ONG reste sous-organisé, les représentants des organisations de la société civile (OSC) dénoncent l'engagement limité

du gouvernement à mener des consultations inclusives sur les réformes législatives clés. Combiné à l'utilisation fréquente de procédures parlementaires accélérées, cela soulève des inquiétudes quant à la qualité de la législation adoptée. Si le paysage actuel des ONG n'est peut-être pas entièrement viable, l'Albanie pourrait prendre des mesures pour garantir un meilleur accès des OSC à l'élaboration des politiques et des sources de financement plus diversifiées, par exemple en introduisant des incitations fiscales encourageant le soutien du secteur privé à la société civile. De même, le secteur privé des entreprises lui-même devra s'impliquer davantage afin de se préparer de manière adéquate à l'entrée sur le marché unique.

III • Réformes clés à venir

Le premier ministre Rama affiche une grande confiance dans la capacité de son gouvernement à mener à bien le programme d'intégration à l'UE, suggérant que toute incertitude restante concernant l'adhésion de l'Albanie tient principalement à une éventuelle incapacité de l'UE à prendre des décisions. Il est toutefois clair que, pour de nombreux États membres de l'UE, les conditions techniques relatives aux réformes clés resteront essentielles, indépendamment de la confiance du chef de gouvernement et de ses relations personnelles avec leurs dirigeants. En ce sens, l'évolution – ou l'absence d'évolution – dans plusieurs domaines politiques clés reste préoccupante. Il s'agit notamment de la loi électorale et du financement des partis politiques, du code pénal, de la réglementation des médias et de la réglementation de l'appropriation des terres et de l'occupation illégale des espaces publics. Un grand nombre de ces réformes sont essentielles pour obtenir une évaluation positive dans le prochain rapport dit IBAR. Compte tenu de l'ampleur du travail à accomplir, il reste toutefois difficile de savoir comment l'Albanie pourrait réellement satisfaire à ces exigences dans un délai aussi serré. Trois domaines apparaissent particulièrement préoccupants :

⁸ Commission européenne, « *Rapport 2025 sur l'Albanie* », p. 23

Premièrement, le paysage médiatique albanais reste largement non réglementé, vulnérable aux influences politiques et aux pressions économiques. L'application des lois clés sur le financement des médias et la diffamation sont faibles. La propriété des médias est fortement concentrée entre les mains de quelques entités privées qui sont aussi activement engagées dans le développement et la construction d'infrastructures, dont certaines sont proches du gouvernement.⁹ Cela conduit finalement à l'autocensure parmi les journalistes. Les intimidations judiciaires contre les lanceurs d'alerte et mobilisation publique (« procédure-bâillon ») restent un défi persistant. Si l'UE a soutenu la création d'une plateforme de consultation pour faire avancer la réforme des médias, avec des résultats positifs, des améliorations significatives doivent désormais venir du gouvernement lui-même. Des mesures législatives sont nécessaires pour limiter l'influence des entreprises sur la propriété des médias, lutter contre les intimidations judiciaires et garantir la sécurité des journalistes. La dépénalisation de la diffamation, recommandation de longue date, reste aussi une condition préalable essentielle.¹⁰

Deuxièmement, dans le domaine des mesures anticorruption et de la réforme judiciaire, l'Albanie a mis en place un processus de vérification approfondie des antécédents des juges et des procureurs. Ce processus a contribué à assainir le système. Mais il a entraîné un important arriéré judiciaire en raison du manque de juges qualifiés. L'organisme spécial de lutte contre la corruption (« SPAK ») jouit du respect du public et a pris des mesures pour poursuivre des hauts fonctionnaires du gouvernement et de l'opposition, et même des ministres, à l'instar de celle des infrastructures Bellinda Balluku, se forgeant ainsi une réputation d'indépendance, très appréciée par l'UE.¹¹ Néanmoins, l'indépendance totale de SPAK, en particulier dans le contexte des changements de direction en cours, n'est pas encore fer-

mement garantie. Les ONG soulèvent des questions sur la responsabilité de SPAK elle-même, invoquant des excès judiciaires et les méthodes d'arrestation utilisées par l'organisation.¹² De plus, les déséquilibres structurels ont rendu les juges relativement faibles et hésitants à se prononcer contre les demandes du ministère public. La réforme de la justice, bien qu'en progrès, reste donc incomplète.

Troisièmement, la mise en œuvre des normes environnementales et en matière de marchés publics de l'UE reste insuffisante. Si l'Albanie est le premier pays au monde à avoir nommé un « ministre » issu de l'intelligence artificielle afin d'améliorer l'efficacité et l'impartialité des décisions prises par le gouvernement en matière de marchés publics, le respect des normes européennes reste inégal. Les lacunes existantes sont souvent exploitées pour faire avancer d'autres intérêts politiques ou économiques, notamment dans le domaine du développement touristique et du boom immobilier actuel à Tirana. Le nouvel aéroport de Vlora (sud du pays), prévu juste à côté d'une réserve naturelle protégée, en donne une illustration éloquente. La construction a commencé en 2021 après des procédures d'appel d'offres discutables et sans tous les permis requis.

La pression exercée par des puissances extérieures à cet égard pose question. Dans le but de renforcer ses relations avec Donald Trump, l'Albanie a contourné les procédures de passation des marchés publics en accordant le statut d'investisseur stratégique à la société d'investissement du gendre du président américain, Jared Kushner, pour la construction d'un complexe touristique de luxe sur l'île côtière albanaise de Sazan. Un accord avec un investisseur des Émirats arabes unis concernant le port de Durrës a également suscité des critiques de la part de l'UE et entraîné l'annulation des investissements européens prévus dans le cadre de son programme dans les Balkans occiden-

⁹ Voir Balcani Caucaso, « *Media Freedom in Albania: A Shadow Report* » ; Media Ownership Monitor Albania, « *Findings: Media Concentration* » ; AidData, « *Profile of Media Ownership and Potential Foreign Influence Channels* ».

¹⁰ Commission européenne, « *Rapport 2025 sur l'Albanie* », p. 7.

¹¹ Le nombre de condamnations définitives dans des affaires de corruption de haut niveau est passé à 30 en 2024, voir Commission européenne, « *Rapport sur l'Albanie 2025* », p. 31.

¹² Entretiens à Tirana.

taux.¹³ La gestion des déchets reste un autre défi majeur, les décharges illégales continuant de nuire à l'environnement.

IV. L'approche européenne

L'intégration de l'Albanie dans l'UE soulève des questions plus larges quant à la capacité de l'UE à orienter efficacement les processus de réforme du pays. D'une part, les institutions européennes semblent bien conscientes des défis décrits plus haut. Les évaluations de la Commission européenne sont relativement sévères et les messages privés adressés au gouvernement albanais sont réputés tout aussi exigeants. En ce sens, le type d'orientation politique que l'UE cherche à exercer est bel et bien mis en œuvre. Le dernier « paquet élargissement » de la Commission – qui consiste essentiellement en un rapport d'étape annuel dont la version 2025 a été publiée début novembre – offre un compte rendu réaliste et détaillé de l'évolution des réformes en Albanie et des lacunes qui subsistent, même s'il pourrait bénéficier de conclusions générales plus clairement formulées.¹⁴

Les difficultés ressortent surtout de la communication politique européenne. Publiquement, les responsables de la Commission et les représentants des États membres louent l'Albanie pour ses efforts de réforme et son alignement géopolitique. Le besoin de l'Union de présenter une nouvelle réussite en matière d'élargissement peut obérer une évaluation publique plus réaliste des écueils identifiés dans le rapport de la Commission sur l'Albanie. Cela se traduit par une moindre capacité à tenir le pays responsable de son cheminement vers les réformes.

L'UE est aussi confrontée à des contraintes internes. Si les Vingt-Sept soutiennent actuellement le processus d'adhésion de l'Albanie, les changements politiques dans les États membres pourraient entraîner des **blockages à des étapes intermédiaires clés** du processus et, à terme, lors de la ratification du traité d'adhésion final. Le dernier Euro-

baromètre indique en outre que l'opinion publique est peu favorable à un nouvel élargissement dans des États membres tels que la France, l'Allemagne, la République tchèque et l'Autriche.¹⁵ À ce titre, le succès de l'adhésion dépend également d'un engagement interne plus proactif au sein de l'Union.

Conclusions et recommandations politiques

L'Albanie bénéficie actuellement d'une dynamique en faveur de l'élargissement, portée par un engagement politique et administratif élevé et un contexte géopolitique favorable. Elle est aussi facilitée par les liens personnels du premier ministre Edi Rama avec les dirigeants européens, ainsi que par le besoin de l'UE d'afficher des réussites dans les Balkans occidentaux. Cependant, la dynamique politique ne peut à elle seule compenser le manque de diligence dans les réformes, ainsi que la quantité de travail qui reste à accomplir.

Il sera essentiel pour le pays, dans la prochaine phase des négociations d'adhésion, de faire preuve d'une volonté politique et d'une capacité technique accrues pour s'attaquer aux questions critiques qui restent en suspens. Il s'agit notamment de la loi électorale, de la réforme judiciaire et du code pénal, de la réglementation des médias et de l'application des normes environnementales et des normes en matière de marchés publics de l'UE. De plus, le rythme rapide des négociations d'adhésion, sans approche globale à l'échelle du gouvernement, de la classe politique et des composantes de la société, a jusqu'à présent limité l'appropriation du processus par le pays. Si cette situation perdure, l'intégration de l'Albanie à l'UE risque de se traduire par une conformité formelle plutôt que par des réformes substantielles, compromettant ainsi le potentiel de transformation du processus d'adhésion.

Le processus d'adhésion de l'Albanie est un test décisif de la capacité de l'UE à agir en matière d'élargissement conformément à

¹³ Euractiv, « [Une entreprise allemande poursuit l'Albanie en justice pour un projet portuaire controversé](#) », consulté en novembre 2025.

¹⁴ Commission européenne, « [Rapport 2025 sur l'Albanie](#) »

¹⁵ Commission européenne, [Rapport Eurobaromètre 2025 : Attitudes à l'égard de l'élargissement de l'UE](#)

la dynamique qu'elle s'est elle-même fixée. Contrairement à l'ambiance qui règne dans les principales capitales européennes, ce test a déjà commencé. Dès cet hiver, l'UE doit prendre des décisions conséquentes concernant le rapport intermédiaire (IBAR). C'est le moment idéal pour l'Union de tirer parti de la dynamique actuelle et, par conséquent, de son influence, afin de maintenir une diligence raisonnable suffisante concernant les réformes pour l'adhésion du pays. L'UE peut et doit saluer les mesures positives qui ont été prises mais aussi affirmer clairement que la phase difficile de mise en œuvre des changements et de clôture des chapitres reste à venir.

Le processus d'adhésion soulève également la nécessité de renforcer les délibérations internes de l'UE. Les discussions entre les Vingt-Sept sur les paramètres d'une nouvelle génération de traités d'adhésion sont imminentes, ce qui rend nécessaire une préparation adéquate. À cet égard, les institutions européennes et les États membres auraient tout intérêt à intensifier les débats sur le traité d'adhésion de l'Albanie (et du Monténégro) et à parvenir à un consensus sur l'équilibre et l'ordre des réformes internes de l'UE avec la poursuite de l'élargissement. À cet égard, les propositions du commissaire Kos concernant les garanties (*safeguards*) et les périodes de transition, auxquelles le premier ministre Rama se montre ouvert, constituent un point de départ bienvenu pour les discussions.¹⁶

La Commission, les autres institutions européennes et les États membres de l'UE pourraient envisager les recommandations suivantes afin de soutenir la dynamique de réforme de l'Albanie, tout en garantissant la crédibilité et le pouvoir de transformation du processus d'adhésion :

1. **Faire preuve de diligence raisonnable dans l'évaluation intermédiaire des fondamentaux (IBAR)** : l'UE devrait évaluer avec une attention toute particulière les progrès réalisés par l'Albanie dans les chapitres fondamentaux. S'il est essentiel de maintenir la dynamique d'adhésion du pays, la remise d'un rapport d'évalua-

tion intermédiaire positif au tournant de l'année 2025/2026 ne doit pas constituer un objectif en soi.

2. **Équilibrer les messages positifs avec plus d'honnêteté et de transparence critique** : dans leurs communications publiques, les représentants de l'UE pourraient continuer à valoriser le rôle de l'Albanie en tant qu'allié géopolitique fort dans les Balkans occidentaux, tout en transmettant des évaluations claires et factuelles des lacunes en matière de réformes. Une telle transparence contribuerait à maintenir la responsabilité démocratique, informer les citoyens et renforcer le caractère transformateur de l'élargissement.
3. **Défendre le pluralisme politique et l'inclusivité** : l'UE aurait tout intérêt à s'exprimer plus clairement contre les évolutions qui nuisent à la compétition politique. Même en l'absence d'une opposition forte, il reste essentiel d'encourager la retenue du gouvernement et de veiller à ce que les partis d'opposition, les autorités locales et les acteurs de la société civile jouent un rôle significatif dans le processus d'intégration.
4. **Développer des mécanismes de consultation inclusifs** : en s'appuyant sur la plateforme de consultation sur la politique des médias, qui a connu un succès relatif, l'UE pourrait mettre en place des formats participatifs similaires avec d'autres parties prenantes, telles que le secteur privé, la société civile ou les autorités locales, afin de renforcer l'engagement et l'appropriation nationale.
5. **Maintenir un soutien étroit aux réformes du secteur judiciaire** : l'UE pourrait continuer à suivre l'évolution de la situation dans le domaine judiciaire, offrir un soutien ciblé pour combler les lacunes en matière de capacités parmi les juges, par exemple en proposant une aide financière pour réduire le nombre de postes vacants, tout en préservant l'indépendance et l'intégrité de la SPAK et d'autres institutions de lutte contre la corruption.

¹⁶ Financial Times, « L'UE prend des mesures pour empêcher les « chevaux de Troie » de rejoindre le bloc », consulté en novembre 2025 ; Reporteri.net, « Rama : l'Albanie prête à rejoindre l'UE même sans droit de veto », consulté en novembre 2025.

6. **Affirmer clairement la nécessité de protéger les normes environnementales et les normes en matière de marchés publics** : l'UE aurait tout intérêt à souligner l'importance d'aligner la protection de l'environnement, la gestion des déchets et les pratiques en matière de marchés publics sur *l'acquis communautaire*, afin de garantir la transparence et la durabilité des grands projets d'infrastructure et d'investissement. Dans le même temps, elle pourrait mettre en garde contre les accords accordant un « statut d'investisseur stratégique » qui portent atteinte aux règles de l'UE.
7. **Préparer l'UE elle-même à l'adhésion de l'Albanie** : au sein de l'Union, les discussions sur l'adhésion de l'Albanie (et d'autres candidats) à l'UE pourraient être menées de manière beaucoup plus proactive, tant sur le plan politique que sociétal, afin de garantir la préparation et d'éviter de futurs blocages dans le processus de ratification lorsque l'adhésion sera imminente. La **sensibilisation du public à l'Albanie** pourrait être renforcée par des campagnes touristiques ciblées et une visibilité médiatique.

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors
Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

